



MARCHE N° M25-96-0033

**SERVICES DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION
« CAMPING 2025 »**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

Le présent CCP comporte 12 pages numérotées de 1 à 12

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Procédure, forme et montants du marché	3
ARTICLE II.	DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	3
2.1	Définition des prestations à réaliser	3
2.2	Autres conditions d'exécution	4
ARTICLE III.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	6
ARTICLE IV.	DUREE DU MARCHÉ	6
4.1	Durée du marché	6
4.2	Délais d'exécution	6
ARTICLE V.	DEFINITION DES INTERVENANTS	6
5.1	Désignation des intervenants au CND	6
5.2	Désignation des représentants du titulaire	7
5.3	Informations et autres communications entre les parties	7
ARTICLE VI.	PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ	8
6.1	Contenu des prix	8
6.2	Détermination et variation des prix	8
6.3	Présentation des demandes de paiement	8
6.4	Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire	9
6.5	Avance	9
ARTICLE VII.	OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION	9
ARTICLE VIII.	PENALITES	10
ARTICLE IX.	SOUS-TRAITANCE	10
9.1	Désignation des sous-traitants	10
9.2	Paieement des sous-traitants	10
ARTICLE X.	RESPONSABILITE ET ASSURANCE DU TITULAIRE	10
10.1	Responsabilité	10
10.2	Assurance	11
ARTICLE XI.	CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE XII.	DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS	11
12.1	Documents exigibles au titre du code du travail	11
12.2	Attestation d'assurance	12
ARTICLE XIII.	EXECUTIONS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE XIV.	MISE EN DEMEURE, RESILIATION	12
ARTICLE XV.	LITIGES	12
ARTICLE XVI.	DEROGATIONS AU CCAG	12

ARTICLE I. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché public¹ a pour objet principal la réalisation de services de traiteurs dans le cadre de la manifestation « Camping 2025 » pour le Centre national de la danse².

L'édition 2025 de Camping se tiendra à Lyon du 16 juin au 27 juin 2025 inclus.

1.2 Présentation de la manifestation « Camping »

Plateforme chorégraphique internationale, Camping invite des danseurs internationaux (étudiants et danseurs professionnels) à participer à un programme de deux semaines composées de workshops, d'ateliers partagés, de conférences, de spectacles et de fêtes.

Le Centre national de la danse organise l'hébergement et les repas (hors dîners et dimanches) d'une grande partie des participants.

A titre purement indicatif, en 2024, Camping a accueilli environ 295 participants par semaine dont 180 bénéficiant d'une prise en charge de l'hébergement et des repas par le CND.

1.3 Procédure, forme et montants du marché

Le marché public, accord-cadre au sens de l'article L.2125-1 1° du Code de la commande publique³, est :

- Mono-attributaire ;
- exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- conclu selon les montants minimum/maximum indiqués ci-dessous.

Montants du contrat	
Montant minimum :	Sans montant minimum
Montant maximum :	55 000 € HT

Conditions d'émission/notification des bons de commande :

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence du marché public support ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire et les quantités demandées ;
- le délai d'exécution ou la date limite de réalisation des prestations ;
- le montant hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Les bons de commande ont une durée de validité de trois (3) mois.

ARTICLE II. DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 Définition des prestations à réaliser

Les prestations portent sur la livraison de repas froids pour un public cible durant l'événement défini à l'article 1.1 du présent CCP.

Le titulaire prépare, livre et, le cas échéant, sert, dans les conditions définies au sein de son mémoire technique et selon les contraintes définies par le CND au présent article les prestations suivantes :

- **Déjeuners :**

Le déjeuner est distribué aux participants sur remise de tickets, de 12h00 à 13h30 du lundi au vendredi.

¹ Ci-après le « marché public » ou le « contrat ».

² Ci-après dénommé « CND » ou « le CND »

³ Ci-après CCPub.

A minima le déjeuner doit comporter les éléments suivants :

- 1 plat végétarien composé de : 1 féculent ou 1 légumineuse, 1 protéine végétale ou 1 laitage, 1 légume
- 1 dessert (proposition différente chaque jour : fruit, laitage, pâtisserie, etc.)

Le déjeuner sera distribué dans un contenant pouvant être transporté et consommé facilement. Le déjeuner sera distribué avec les couverts nécessaires à sa consommation.

Les participants ont accès à des fontaines à eau. Le titulaire n'a pas à fournir de boissons dans le cadre du déjeuner.

- **Brunchs (uniquement pour le samedi 21/06/2025)**

Le brunch est distribué aux participants sur remise de tickets de 11h30 à 13h.

A minima, le brunch doit comporter les éléments suivants :

- Fruit frais
- Boisson chaude à volonté et vaisselle recyclable associée
- Une proposition sucrée
- Une proposition salée végétarienne et protéinée

Le brunch sera distribué dans un contenant pouvant être transporté et consommé facilement.

Le brunch sera distribué avec les couverts nécessaires à sa consommation.

Les participants disposent de leurs propres gourdes et ont accès à des fontaines à eau. Le titulaire n'a pas à fournir de boissons autre que les boissons chaudes sus mentionnées dans le cadre du brunch.

2.2 Autres conditions d'exécution

2.2.1 Mise en œuvre des prix unitaires « horaire »

Après détermination précise et objective de la prestation de service à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande un devis préalablement à l'émission de tout bon de commande afin d'en arrêter le montant global, forfaitaire et définitif compte tenu de la nature technique, du volume et du périmètre des prestations à exécuter, mais également des délais, définis par le seul titulaire, nécessaires à sa complète réalisation. Le devis du titulaire, de même que le bon de commande notifié, soulignent, outre les quantités et les différents prix unitaires applicables, le montant global et forfaitaire ainsi que l'intitulé de la prestation finale commandée et attendue.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire¹ dans le cadre des prestations réalisées sur bon de commande, il est entendu entre les parties que le titulaire, en tant qu'employeur de la ou des personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations², continuera d'encadrer, de surveiller et de diriger de manière exclusive les membres de ladite équipe dédiée, sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du CND.

Les membres de ladite équipe dédiée interviennent donc, réserves faites des nécessaires instructions prescrites notamment en matière d'hygiène et sécurité et autres modalités de coordinations sur site, en totale autonomie par rapport au pouvoir adjudicateur et sous les seuls ordres du titulaire. L'organisation du travail de l'équipe dédiée en charge de la prestation spécifique commandée ainsi que, le cas échéant, la définition des tâches de chacun en vue de la réalisation des prestations finales attendues telles que définies au sein du bon de commande notifié, relèvent du seul titulaire.

Le lien de subordination sera intégralement maintenu entre les membres de l'équipe dédiée et le seul titulaire pendant toute la durée du contrat de telle manière que :

- toutes les questions relatives aux droits, à la rémunération, à la gestion de la carrière et de l'emploi ou à l'exercice du pouvoir disciplinaire, étant entendu que ni le lieu, ni la qualification, ni la rémunération, ni la durée de travail ou la gestion des plannings des membres de l'équipe dédiée, ne sont modifiés par la mise en œuvre du présent marché public ou du bon de commande en question ;
- les conditions d'intervention de ladite équipe dédiée, relevant de la seule autorité et du seul contrôle du titulaire, n'entraînent aucune modification sur les contrats de travail respectifs des personnes la constituant.

2.2.2 Contraintes particulières d'exécution en matière de développement durable

Le titulaire s'engage auprès du CND à respecter l'ensemble des contraintes en matière de développement durable fixées au sein du présent contrat.

¹ Ou, par extension, des membres de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations.

² Sauf cas particuliers de cotraitance/sous-traitance.

A ce titre, y compris en l'absence de toute spécification particulière en ce sens au sein du bon de commande :

- **les accessoires** (couverts, verres, serviettes, assiettes, etc.) seront :
 - pérennes et réutilisables¹ ;
 - ou
 - à usage unique mais recyclés, recyclables ou biologiques²;
- **les emballages** (carton/boîte d'emballage général ou cartons/boîtes d'emballage individuels) devront également être recyclés, recyclables ou biologiques dans des conditions similaires à celles prévues pour les accessoires à usage unique.

Par ailleurs, que ce soit dans le cadre de la réalisation des prestations commandées ou au travers de ses préconisations à l'attention du CND dans le cadre de l'élaboration des menus, le titulaire s'engage autant que possible sur les principes généraux suivants :

- mettre en avant dans ses prestations les produits issus du commerce équitable ou de production biologique ;
- privilégier les produits locaux et de proximité ;
- privilégier la saisonnalité³ ;
- mettre en place un tri sélectif dans le cadre des prestations réalisées pour le CND au minimum au sein de l'entreprise (préparation avant livraison) et, autant que faire se peut, sur le lieu de réception (après réalisation des prestations) ;
- organiser les déplacements logistiques de manière à limiter les émanations de CO₂.

2.2.3 Lieu de réalisation des prestations

Les prestations de préparation et/ou de transformation sont réalisées dans les locaux du titulaire. Les résultats des prestations de traiteur exécutées sont ensuite livrés/servies à l'adresse suivante :

Les SUBS
8 bis Quai Saint-Vincent
69001 Lyon

Selon la proposition d'intervention contenue dans le mémoire du titulaire, les lieux précis de réalisation des prestations seront communiqués au titulaire lors de l'émission du bon de commande et dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP.

2.2.4 Fournitures, matériels et matériaux à la charge du titulaire

L'ensemble des fournitures, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

2.2.5 – Espaces et matériels mis à la disposition du titulaire

Le CND met à disposition du titulaire les espaces et matériels suivants chez son partenaire, les SUBS :

Espaces :

- La cour
- L'espace billetterie en partie

Un plan pourra être disponible sur demande.

Matériel :

- Mobilier de distribution (tables)
- Mobilier (tables, chaises et bancs) pour l'installation des danseurs

A noter que le titulaire n'aura pas accès aux commodités suivantes : espace de stockage, chambre froide, locaux vestiaires ou sanitaires privés.

2.2.6 – Équipe dédiée

Les intervenants du titulaire en charge de l'exécution des prestations attendues au titre du présent contrat sont nominativement présentés au sein du mémoire technique. Ceux-ci sont considérés comme constituant une équipe dédiée (ou partiellement dédiée) aux prestations exécutées pour le compte du CND ; toute modification de l'équipe

¹ Verres en verre, couverts en métal, serviette en tissu, etc. **Les matériels « pérennes/réutilisables » en matière plastique sont interdits.**

² Matériaux recyclés ou recyclages ou biodégradables, du type papier, ouate biodégradable, carton, bois, fibres de cannes à sucre, amidon de pomme de terre ou de maïs (exemples non contractuels), etc.

³ Les produits de saison se définissent comme ceux étant produits en France métropolitaine pendant la saison considérée.

dédiée devra recevoir l'aval préalable et écrit du CND. Ces modifications, permanentes ou temporaires, se feront au minimum dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP et 3.4.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE III. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021¹ (ci-après « CCAG-FCS ») ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) du Titulaire (et ses annexes, le cas échéant) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les pièces du marché listées ci-dessus et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces dernières qui seules font foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE IV. DUREE DU MARCHÉ

4.1 Durée du marché

Le contrat débute à sa date de notification et s'achève à la fin de la prestation de traiteur, démontage éventuel inclus. Il ne saurait aller au-delà du 27 juin 2025.

4.2 Délais d'exécution

La date de réalisation des prestations est mentionnée au sein du bon de commande.

Cette date est établie préalablement à l'émission du bon de commande et d'un commun accord entre les parties au contrat dans les conditions fixées à l'article 4.1 du présent CCP ; elle est en outre arrêtée compte tenu des quantités et de la nature des prestations commandées. Outre la date, le bon de commande précise également les lieux et horaires d'intervention, le cas échéant en distinguant l'horaire à partir duquel peut commencer l'installation/préparation sur site de l'horaire à partir duquel doit débiter l'évènement pour lequel le CND fait appel au titulaire.

ARTICLE V. DEFINITION DES INTERVENANTS

5.1 Désignation des intervenants au CND

Par dérogation à l'article 3.3§1 du CCAG-FCS il est indiqué, sans qu'il soit besoin d'en informer le titulaire postérieurement à la notification du présent contrat, que la représentation de l'EPV au sens dudit article 3.3 du CCAG-FCS est assurée par Mme Delphine Vuattoux, Directrice de la production et de la diffusion culturelle du CND.

En cas de modification de cet interlocuteur, le CND s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du contrat au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans modification.

Selon l'objet de la demande, toute correspondance du titulaire, relative au présent contrat, sera transmise à l'une des adresses suivantes :

Le suivi administratif du contrat est assuré par le juriste chargé de la commande publique de la Direction de l'administration (DA) :

¹ Consultable sur le site : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Service des marchés publics
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Le suivi financier du contrat est assuré par la direction financière du CND, direction de l'administration :

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Direction financière
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Les dépenses du contrat sont payées par l'Agent comptable du CND :

Centre national de la danse
Agence comptable
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

5.2 Désignation des représentants du titulaire

L'opérateur économique attributaire du présent contrat est dénommé dans les pièces contractuelles en tant qu'« attributaire » ou « titulaire ». Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter lors de la réunion de démarrage des travaux mentionnée à l'article 4.2.1 du présent CCP et de manière générale avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du contrat.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le CND par écrit et communiquer dans les plus brefs délais, un extrait Kbis mentionnant ce changement.

En cas de transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire, celui-ci ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du CND. Le titulaire doit en informer le CND dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc. ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;
- ☐ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire ;

La cession du contrat acceptée par le CND fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

5.3 Informations et autres communications entre les parties

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, toute notification au titulaire est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception de ladite notification (échanges dématérialisés du type courriels avec AR, recommandés avec AR, remises contre récépissés, télécopies avec AR) ; la même procédure sera suivie que ces informations et autres communications fassent courir un délai ou non.

Toutes les informations et/ou autres communications entre les parties au présent contrat visant à l'interprétation d'une mention spécifique ou d'une clause au contrat n'induisant pas la mise en œuvre d'une modification du marché public pourront se faire selon les mêmes modalités.

ARTICLE VI. PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

6.1 Contenu des prix

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, de secrétariat, de reprographie, ainsi que la formation permanente des agents, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

6.2 Détermination et variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de remise de l'offre indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (M0) et la date de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation sera effectuée par application d'un coefficient d'actualisation « Ci » donné par la formule suivante :

$$Ci = Im-3 / Io$$

Formule dans laquelle :

- Io correspond à l'indice de référence au mois M₀, et
- Im-3 correspond à l'indice de référence au mois antérieur de 3 mois au mois "M" de notification du marché public.

Indice de référence : ICHT (identifiant 010545950) – Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration

Le coefficient d'actualisation est arrêté et arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice tel que fixé ci-dessus, il est précisé que le CND se réserve le droit, sans modification du présent contrat, de notifier au titulaire du contrat l'application d'un nouvel indice de référence sous réserve de la représentativité effective dudit nouvel indice. La notification de ce nouvel indice est réalisée dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP. Le silence du titulaire pendant 15 jours calendaires à compter de la date de réception de la notification vaut acceptation du nouvel indice.

6.3 Présentation des demandes de paiement

Pour le règlement des prestations, le titulaire établira sa/ses facture(s) à l'adresse suivante :

Centre national de la danse Service comptabilité ordonnateur 1 rue Victor Hugo 93507 PANTIN
--

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'indiqué au marché ;
- le numéro et la date du marché,
- le numéro de bon de commande et code service communiqué au titulaire par le CN D
- la nature et la quantité des prestations,
- les délais de réalisation,

- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

Les modalités de règlement des prestations sont les suivantes :

- soit paiement total après réalisation complète des prestations objets du bon de commande, déduction faite de toute avance qui aurait été consentie ;
- soit paiement selon avancement effectif des prestations et selon la ventilation du prix qui aura été fixé au sein du bon de commande notifié ou du devis qui y serait annexé, déduction faite de toute avance qui aurait été consentie.

Factures électroniques :

En application de l'article L.2192-1 du CCPub, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique, selon les modalités ci-dessous.

Une solution mutualisée, mise à disposition par l'État et dénommée « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) doit être utilisée pour le dépôt et la transmission des factures sous forme électronique.

Le titulaire devra utiliser les identifiants du CND suivants, afin de transmettre sa facture sur Chorus Pro :

- Identifiant CND : 41782263200010
- Code service exécutant : PRO

6.4 Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Le délai de paiement est de 60 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de ladite demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Le délai de paiement est de 60 jours à compter de la réception d'une facture conforme pour l'éventuelle avance. Pour le paiement du montant restant dû, ce délai court à compter de la réception d'une facture conforme, sous réserve de l'exécution complète des prestations.

Les dispositions applicables aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont celles fixées aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du CCPub.

6.5 Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance établie, conformément à l'article B.11.1 du CCAG-FCS, à 30%, sera octroyée au titulaire sur le montant TTC de chaque bon de commande.

Le règlement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 20 jours compté à partir de la date de notification du marché.

L'avance n'est pas actualisable.

Par ailleurs, conformément aux prescriptions de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie et des Finances¹, lorsque le marché public est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, le pouvoir adjudicateur versera à chacun des membres du groupement la part de l'avance lui revenant ; à défaut d'une telle identification, l'avance sera versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

ARTICLE VII. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures des opérations de vérification ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant.

¹http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/execution-marches/avances.pdf

ARTICLE VIII. PENALITES

Les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE IX. SOUS-TRAITANCE

9.1 Désignation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations relevant du contrat sous réserve du respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation desdites prestations. Il présente également les conditions de paiement du sous-traitant, conformément au **modèle d'acte spécial en cas de sous-traitance (DC4)**, à envoyer via le profil acheteur (PLACE).

Outre les pièces nécessaires à l'analyse préalable tendant à accepter ou refuser le sous-traitant (présentation des capacités techniques et économiques telles que demandées par le pouvoir adjudicateur lors de la mise en concurrence initiale), le titulaire transmet :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;

Le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle à paiement direct du sous-traitant. Le titulaire retourne à au CND l'exemplaire unique délivré par le CND pour annotation.

Ce sous-traitant ne pourra intervenir qu'après signature par le CND de l'acte de sous-traitance.

9.2 Paiement des sous-traitants

La signature de la facture par le titulaire¹ vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer. Le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le CND à chaque sous-traitant- concerné. Cette somme inclut la T.V.A.

Les dispositions énoncées à l'article 6.4 du présent CCP sont applicables aux sous-traitants.

ARTICLE X. RESPONSABILITE ET ASSURANCE DU TITULAIRE

10.1 Responsabilité

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que cette exécution peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le titulaire a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le CND se réserve le droit de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues au titulaire.

¹ Ou le mandataire en cas de groupement.

10.2 Assurance

Pendant toute la durée d'exécution des obligations, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile et celle de ses préposés.

Il doit produire, dès la notification de son marché, puis en début de chaque année, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Le CND pourra obtenir, s'il le désire, communication de l'intégralité du contrat d'assurance. Toute modification du contrat devra être immédiatement signalée au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE XI. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui a reçu communication ou a pu observer à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objet quelconque appartenant à l'organisme, est tenu de maintenir secrètes ou confidentielles ces informations et ne pas les communiquer oralement ou par écrit, ni remettre des documents à des personnes étrangères à l'organisme et à des personnes de l'organisme qui n'ont pas à en connaître (c'est-à-dire des personnes non en charge du marché).

En cas de violation de cette obligation de confidentialité, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur.

Le candidat se porte garant que son personnel ou que les éventuelles entreprises sous-traitantes placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

ARTICLE XII. DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS

12.1 Documents exigibles au titre du code du travail

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, le titulaire doit remettre au CND tous les six (6) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

1° S'il est établi en France (article D.8222-5 du code du travail)

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six (6) mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- un extrait KBIS de moins de trois mois (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle mentionnant le nom, dénomination sociale, adresse et numéro d'immatriculation au RCS ou répertoire des métiers) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

2° S'il est établi à l'étranger (article D. 8222-7 du Code du travail)

- en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification, il joint un document mentionnant son identité et son adresse, ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale.
- un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de ses sous-traitants éventuels.

Le Titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

marches.publics@cnd.fr

12.2 Attestation d'assurance

Celle-ci ayant déjà été remise préalablement à la notification du présent contrat, le titulaire n'est pas tenu de fournir dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent contrat l'attestation d'assurance visée audit article. Toutefois, le titulaire remet au CND, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par sa compagnie d'assurance.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le CND peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE XIII. EXECUTIONS COMPLEMENTAIRES

Le CND se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du CCPub, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE XIV. MISE EN DEMEURE, RESILIATION

En complément du Chapitre VII - article 38.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à tout moment¹ et, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 42§2 du CCAG-Travaux, sans aucune autre forme d'indemnité.

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 39.1 à 39.3 du CCAG-FCS, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du titulaire du marché lors d'une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation aux articles 38§2 et 42§1 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnisation forfaitaire au bénéfice du titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42§2 du CCAG-FCS.

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent contrat est expresse et notifiée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R2191-32 CCPub s'applique de plein droit.

ARTICLE XV. LITIGES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent.

ARTICLE XVI. DEROGATIONS AU CCAG

L'article III du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.3 du CCAG-FCS.

L'article VII du présent CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article XIV du présent CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, selon le choix fait par le titulaire à l'article 5.4 de l'AE, celui-ci est susceptible de constituer une dérogation au CCAG-FCS.

¹ Cf. en ce sens CE 19/02/2012 n°350341 (AB Trans c/ Préfet de la région Bretagne) et CE 10/12/1982 n°22856 (Loiselot)